

1950

Laïcité.

Le congrès de la LDH demande davantage de crédits à l'école publique, contre la loi Falloux permettant le subventionnement d'écoles privées.

Europe.

Elle prend position contre le réarmement allemand.

Indochine.

Elle est favorable à «*l'indépendance effective du Vietnam dans le cadre de l'Union française*».

Grèce.

Elle demande la libération en Grèce des milliers de prisonniers politiques, ainsi que le retour des enfants transférés en Bulgarie et Yougoslavie.

Irak.

Elle proteste contre les persécutions des juifs en Irak.

1951

Droit d'asile.

La LDH proteste contre l'assignation à résidence de républicains espagnols et l'expulsion, en Espagne, d'exilés basques.

Laïcité.

A son congrès d'Amiens, elle décide de faire signer la pétition du Comité national de défense laïque et d'inviter ses membres à adhérer à la Fédération nationale des parents d'élèves des écoles laïques.

Algérie.

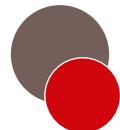
Elle proteste contre les pressions destinées à empêcher le journal *L'Algérie libre* de paraître. Son président écrit au gouvernement pour demander que les pressions et fraudes ayant marqué les précédentes élections ne se renouvellent pas.

Indochine.

Protestation douloureuse de la LDH contre le massacre de vingt otages, dont six femmes, à Dalat, au Vietnam, par les autorités françaises.

ONU.

René Cassin, vice-président de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU, délégué de la France à l'Assemblée générale des Nations unies de 1950, expose devant le Comité central de la LDH, dont il

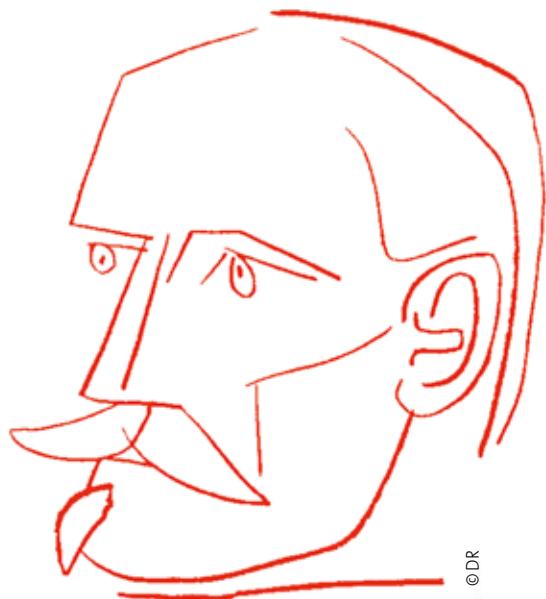


Paul Langevin

1872-1946

Issu d'une famille modeste, Langevin doit son ascension sociale à l'école républicaine, pour laquelle il militera toute sa vie. Eduqué dans des écoles de la ville de Paris, il entre à l'Ecole normale supérieure en 1893 et passe l'agrégation de physique en 1897. Il part ensuite faire un stage en Angleterre pour préparer un doctorat de sciences physiques, qu'il obtient en 1902.

Langevin signe la pétition en faveur de Dreyfus mais c'est son seul geste d'engagement avant 1918. Au début du siècle, il se consacre essentiellement à la physique. Dès son doctorat sur les gaz ionisés, Langevin est reconnu sur la scène internationale. Son activité de recherche est intense (douze articles en 1905) et se caractérise par la variété des domaines étudiés. Il mène une réflexion théorique qui le conduit, dès 1904, à des hypothèses voisines de celles que développe Einstein en 1905, et surtout développe une théorie du magnétisme. Parallèlement à ses activités de chercheur, Langevin mène une brillante carrière professorale. Titulaire d'une chaire au Collège de France, il est aussi professeur à l'Ecole municipale de physique et de chimie industrielles (EPCI), puis directeur en 1926. Il enseigne la théorie de la relativité dès 1910-1911, ainsi que les théories atomiste puis quantique. Sa facilité à faire des synthèses rapides des idées nouvelles lui valut d'être président des Conseils de physique Solvay en 1928. Pendant la Première Guerre mondiale, Langevin a mis au point un détecteur à ultrasons. En 1918, il lui paraît impossible de reprendre la recherche sans s'interroger sur les responsabilités sociales du scientifique. Convaincu que le problème social provient d'un «*retard de la justice sur la science*», il s'engage de plus en plus sur la scène publique en privilégiant deux fronts, l'enseignement et la paix. Au début, Langevin mêle aisément les intérêts scientifiques et le combat pour la paix. Défiant le boycott de la science allemande, il invite Einstein à Paris en avril 1922. Membre du Comité central de la Ligue des droits de l'Homme à partir de 1923, il en devient vice-président en 1927 puis président en 1944. Président du Groupe français d'éducation nouvelle en 1921, de la Société française de pédagogie en 1922, Langevin participe à la Commission de réforme de l'Ecole unique présidée par Anatole de Monzie (1925). Mais les responsabilités du militant se traduiront vite par un fléchissement de la production



©DR

Portrait de Paul Langevin par Picasso.

du scientifique. Dans les années 1930, Langevin s'engage comme beaucoup d'intellectuels en faveur des républicains espagnols puis pour la Chine contre le Japon. Surtout, il s'investit dans la fondation d'une foule d'organismes : l'Université ouvrière, le Comité mondial contre la guerre et le fascisme, le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. En 1938, il prend la présidence de l'Union rationaliste et fonde la revue *La Pensée*, en 1939. En se rapprochant de plus en plus du Parti communiste français, Langevin se sépare des pacifistes, comme Alain. Antimunichois affiché, il n'adhéra au PCF qu'en 1944. Langevin fut assigné à résidence surveillée à Troyes pendant toute la durée de la guerre. De retour à Paris, en 1944, il consacre ses dernières années à la Commission de réforme de l'enseignement qu'il préside avec le psychologue Henri Wallon. Il tente d'y concrétiser son idéal d'équilibre entre «*la formation professionnelle qui, dit-il, isole et la culture qui réunit*». Mais le plan Langevin-Wallon, remis au gouvernement six mois après la mort de Langevin, le 17 juin 1947, n'a jamais été mis en application. La patrie rendit néanmoins hommage à cet infatigable serviteur de la pensée et de l'action lors du transfert au Panthéon de ses cendres, avec celles de Jean Perrin, en 1948.

Bernadette Bensaude-Vincent, philosophe et historienne

Article paru dans *H&L* n° 97-98 (fév. 1998), p. 49.